

Essor du conseil d'entreprise

ERNST & YOUNG. Revenus annuels en hausse de 4,4% à 533 millions pour le numéro deux en Suisse.

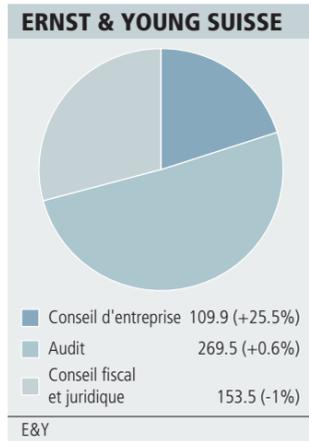
Le numéro deux de la révision et du conseil en Suisse, le cabinet Ernst & Young, a sensiblement accéléré son rythme de croissance avec une progression de son chiffre d'affaires de 4,4% à 533 millions de francs au cours de l'exercice 2011/12, arrêté à fin juin. «Pareille croissance peut être considérée comme un succès exceptionnel et montre que nos investissements dans les capacités de services se sont révélés payants malgré les difficultés persistantes sur le marché. Elle témoigne aussi de l'adéquation de notre stratégie et de notre organisation pour renforcer notre positionnement déjà solide», a commenté Bruno Chio-mento, CEO de Ernst & Young Suisse.

Le cabinet a ainsi gagné des parts de marchés dans le conseil d'entreprises en Suisse, conservé ses positions dans la révision économique (audit) et sans doute plutôt cédé quelques pouces de terrain dans le conseil fiscal, où son rival PWC a enregistré une croissance supérieure. Dans le secteur de l'audit, le produit des activités de services s'est établi à 269,4 millions de francs (-0,6%) et représente par conséquent un peu plus de la moitié des honoraires de Ernst & Young Suisse qui précise rester le numéro un de l'audit

pour les sociétés de l'indice SMI. «Nous sommes également bien ancrés auprès des petites et moyennes entreprises (PME) grâce notamment à nos nombreuses initiatives dans ce domaine, à l'instar de notre programme phare Entrepreneur Of The Year» précise de son côté Thomas Stenz, président du conseil d'administration. Le cabinet a en outre réussi à conserver sa position de chef de file en matière d'introductions en Bourse (IPO). Un succès qui selon le président «s'explique par notre orientation clients et par l'attention particulière que nous accordons à la qualité».

Dans le secteur du conseil juridique et fiscal, le produit des activités de services a donc fléchi de 1% pour s'établir à 153,5 millions de francs. Le conseil fiscal a ainsi consolidé sa position dans un environnement toujours plus difficile alors que le conseil juridique a connu un développement très dynamique, en particulier pour l'unité Financial Services Organisation (FSO) à vocation internationale.

«De nombreux clients sont préoccupés par les questions fiscales transfrontalières, tandis que celles relevant du capital humain gagnent en importance au fur et à



mesure que la mondialisation s'accélère», explique Philip Robinson, le nouveau responsable du conseil juridique et fiscal pour la Suisse.

Mais c'est dans le conseil d'entreprise et en transactions (ou conseil économique) que la croissance a été la plus spectaculaire, avec un bond de 25,5% du produit des activités de services qui a ainsi dépassé le seuil des cent millions (109,9 millions) de francs. Et là aussi, «les exigences réglementaires grandissantes, précisément en matière d'activités bancaires transfrontalières, ainsi que les nouvelles prescriptions légales auxquelles sont assujetties les assurances,

expliquent en grande partie cet essor» selon Stéphane Kuhn, responsable FSO Suisse et Fiscalité pour la région EMEIA. Le segment des transactions s'est donc à nouveau imposé comme un moteur de croissance au sein du conseil économique.

Ernst & Young Suisse publie en outre pour la première fois son rapport annuel en y intégrant les critères fondamentaux du développement durable, dûment vérifiés sous les angles environnementaux, sociaux (entreprise) et éthiques selon la norme GRI (Global Reporting Initiative). «Une gestion d'entreprise axée sur des valeurs éthiques et qualitatives strictes est indispensable. Elle nous sert à mesurer au jour le jour la qualité durable de nos prestations», explique Bruno Chio-mento. Du même coup, après avoir été le premier des grands cabinets à publier ses comptes selon la norme comptable Swiss Gap FER, Ernst & Young Swiss ne publie plus ce rapport: «Celui-ci faisait l'objet d'un intérêt limité et nous n'avons pas été suivis par les concurrents», justifie Thomas Stenz.

Le cabinet a ainsi réussi à intégrer deux rapports, souvent perçus comme techniques, soit le rapport comptable et le rapport durable, en un document vivant, attrayant et informatif de nature sans doute à mieux répondre à l'intérêt habituel d'un public de jeunes diplômés par exemple. Pour l'exercice 2012/13, Ernst & Young table sur un rythme de croissance équivalent, porté notamment par le flux réglementaire «même si la question est de savoir quel prix le marché est disposé à payer ces prestations», commente Thomas Stenz. (PK).

LIBRE CIRCULATION: peu d'influence sur le revenu

Au niveau de leur revenu, les Suisses ne profitent pas directement de l'immigration. La libre circulation avec l'Europe favorise certes la croissance économique, mais pas le revenu par habitant dans la population, révèle une étude de l'École polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ). La croissance du produit intérieur brut (PIB) seule n'est pas probante concernant les revenus, argumentent les économistes. Concrètement, depuis 2002, le PIB a augmenté en moyenne de 1,9% par année, avec une forte part due aux étrangers. Mais avec une population croissante, la demande en biens et services affiche logiquement une hausse. La libre circulation influencerait le PIB par habitant si l'immigration augmentait la productivité du travail, écrivent les experts du Centre de recherches conjoncturelles (KOF) de l'EPFZ dans leur étude publiée jeudi. Il y a des impulsions positives, mais elles ne sont pas «substantielles». La croissance de la productivité helvétique s'inscrit, avec 0,6% par année, dans les valeurs enregistrées en Europe occidentale et s'avère plutôt faible. Elle se calcule en faisant le rapport entre le PIB et le nombre d'heures de travail accomplies. Durant ces dix dernières années, le PIB par habitant a crû de 1% par année - moins que dans d'autres pays industriels à la pointe -, avant tout grâce à l'engagement plus élevé de la population active. Entre la période précédant l'introduction de la libre circulation, en 2002, et la phase suivante, le PIB par habitant n'a structurellement que peu évolué, écrivent les experts dans leur rapport, qu'ils ont élaboré sur mandat de l'Office fédéral des migrations (ODM). La qualité du travail s'est cependant améliorée grâce aux migrants en provenance de l'Union européenne et de l'AELE, qui bénéficient souvent d'une bonne formation. Ceci a globalement favorisé la productivité. Les experts en déduisent, du moins théoriquement, la possibilité que de bonnes forces de travail dopent la productivité et le PIB par habitant. - (ats)

FAILLITES: hausse des cas sur les dix premiers mois

Les faillites d'entreprises par insolvabilité ont augmenté de 8% en Suisse au cours des dix premiers mois de 2012 pour atteindre 3781. Les créations de sociétés ont de leur côté stagné au même niveau qu'en 2011. Presque tous les cantons romands montrent une dégradation. Le canton de Vaud accuse la plus forte détérioration avec une hausse des faillites de 37% à 469 cas, a indiqué la société de recouvrement et de renseignements économiques Dun & Bradstreet (D&B). Suit Genève avec une hausse de 27% à 416. Le canton du Valais présente une augmentation des cas de faillites de 23% à 142. Celui du Jura affiche une hausse de 19% à 37 cas. A Fribourg, les défaillances ont crû de 7% à 147. Neuchâtel est le seul canton romand à connaître une embellie, avec une baisse de 21% à 101 cas. Zurich présente le plus grand nombre de faillites avec un total de 581 (+3%). Le canton de Berne affiche une contraction de 3% à 265. Quant au Tessin, il peut se targuer d'un recul de 5% à 236. Le secteur de l'hôtellerie-restauration reste le plus touché par le phénomène, devant la construction et l'artisanat. Les faillites de sociétés consécutives à l'application de l'article 731b du code des obligations, soit en raison de carences dans l'organisation, ont également augmenté de 8% après dix mois pour se fixer à 1882 cas. Le nombre de créations d'entreprises est resté quasiment stable à 32.216 cas. Neuchâtel se montre dynamique (+11% à 605). Le Valais montre aussi de la vigueur avec une hausse de 3% à 1475. Genève (-8% à 2568), Fribourg (-9% à 970), Vaud (-3% à 2880) et Jura (-10% à 262) subissent des reculs. Le Tessin arrive en tête en matière de nouvelles inscriptions d'entreprises à la faveur d'un bond de 21% à 2266 cas. - (ats)

Le gain en importance

EUPOROS. La société basée à Sion propose de l'argent métal pour une clientèle retail.

ARNAUD COGNE



LOUIS SCHNEIDER. «Il y a un jour où l'argent vaudra plus cher que l'or.»

La société Euporos, basée à Sion, est active dans la vente et l'achat d'or et d'argent pour une clientèle retail. Elle a réalisé en 2011 un chiffre d'affaires situé entre 5 et 6 millions de francs, et table sur les mêmes montants pour l'année 2012, selon l'administrateur Louis Schneider. Créée en 2010, la société compte trois collaborateurs internes ainsi qu'une dizaine d'externes (transport, sécurité, stockage). «Suite à la faillite de Lehman Brother's, les créateurs de l'entreprise ont fait le constat qu'il était devenu extrêmement difficile pour les particuliers d'acquérir de l'or physique.»

La société estime que le cours de l'argent est maintenu artificiellement bas, par quelques banques américaines qui vendent du papier métal qu'elles ne possèdent pas. Au besoin, elles puisent dans les réserves mondiales pour satisfaire les exigences de livraison physique formulées par tel ou tel investisseur. Or cette réserve de métal physique décroît continuellement, car les besoins de l'industrie sont supérieurs à la production minière. Il y a un jour où l'argent coûtera plus cher que l'or, prévient Euporos. Déjà aujourd'hui, certains métaux ou minerais (platine, coltan, rhodium, etc.) coûtent bien plus cher que l'or, parce qu'ils sont plus rares. Comme l'argent est lui aussi plus rare que l'or, il suffit d'atten-

dre l'épuisement des stocks mondiaux, pour voir son prix réajusté en fonction de sa rareté et de son utilité industrielle.

Selon Euporos, le déficit est de l'ordre de 150 millions d'onces par an. Il restait 965 millions d'onces au début de l'année 2010 (dont une partie détenue par des personnes investissant sur le long terme, donc indisponible pour la consommation industrielle). La société estime donc non seulement que les réserves disponibles auront disparu d'ici 2015, mais également que la production minière se tarira vers 2025. L'analyse de la société valaisanne explique qu'en 1900, il existait 12 fois plus d'argent que d'or, alors qu'en 2010, il y a 5 fois moins d'argent que d'or. «Puisqu'il est 5 fois plus rare, l'argent a une valeur intrinsèque supérieure à celle de l'or.» Ce qui l'amène à la conclusion suivante: une once d'or coûte 1400 dollars (fin 2010); l'argent, cinq fois plus rare, devrait donc valoir 5 x 1400 = 7000 dollars. Le prix actuel (33 dollars) est 258 fois trop bon marché. «Je ne nie pas qu'il existe d'autres facteurs qui influencent le prix, concède Louis Schneider. Mais il faut comprendre l'importance que va prendre l'argent, même si l'or reste un bon investissement.»

Ce point de vue sur l'or et l'argent (en général aux valeurs corrélées sur le marché) renvoie à un débat déjà ancien.

«Il n'y aucune allusion à la substitution dans le domaine industriel, dès lors que les cours deviendraient trop élevés, répond le directeur d'Uram à Genève, Dominique Casai. Les adeptes de l'argent ne tiennent donc pas compte de l'élasticité de la demande. C'est une hypothèse très forte! Vous imaginez bien que si l'or n'était pas si cher, ses applications industrielles seraient beaucoup plus répandues.»

Il est dit que certains métaux valent plus que l'or, parce qu'ils sont plus rares que l'or. Si le platine se traite sur une base à long terme au-dessus de l'or (200 dollars par once en moyenne sur 25 ans), c'est effectivement parce qu'il est plus rare dans l'écorce terrestre, et que sa production est extrêmement concentrée (on en a d'ailleurs vu les conséquences récemment avec les grèves en Afrique du Sud). Cette affirmation est toutefois infondée pour l'argent, puisqu'il est 42 fois moins rare (0,055 ppm dans l'écorce terrestre contre 0,0013 pour l'or, selon le British Geological Survey).

«Les seules réserves prouvées d'argent (16.461.000.000 ozs) permettent de produire 23 ans au rythme actuel.» ■

**CERTAINS MÉTAUX
OU MINERAIS COÛTENT
BIEN PLUS CHER
QUE L'OR. PARCE QU'ILS
SONT PLUS RARES.**

AUJOURD'HUI, BIEN CHOISIR
SES FONDS D'INVESTISSEMENT
EST UNE QUESTION D'ADRESSE.



www.iamfunds.ch

Toute la gamme des fonds d'investissements IAM en un seul clic. IAM - Un style de gestion pour institutionnels au service des privés.

LA PERFORMANCE DE L'INDÉPENDANCE

IAM
Independent Asset Management

Les prospectus, rapports annuels et semestriels des fonds IAM sont à disposition sur notre site web www.iamfunds.ch ou auprès de la direction du fonds Swiss & Global Asset Management Ltd, Prime Tower, Hardstrasse 201, P.O. Box, CH-8037 Zurich. Les données sont informatives et ne constituent pas une offre. Les performances passées ne sont pas une garantie des performances futures.